

Séance publique du mercredi 20 juillet 2016

Convoqué le mercredi 13 juillet 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 20 juillet 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Henri de VERBIZIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise, à ce titre, que doit être opéré un transfert en pleine propriété au profit de la métropole des biens antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant par les communes membres et des biens affectés aux nouvelles compétences dévolues à la métropole. La métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il convient donc d'effectuer le transfert de propriété entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les biens ayant fait l'objet de conventions de mises à disposition au profit de Montpellier-Agglomération.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnités, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Il est ainsi proposé une première liste de biens à céder à Montpellier Méditerranée Métropole.

Etant donné la nature spécifique du dossier, il est proposé que les cessions interviennent sous la forme d'actes administratifs de vente rédigés par la Ville, évitant le recours à l'acte notarié. Les servitudes éventuelles, existantes ou à constituer seront également rappelées ou créées au sein desdits actes administratifs.

En effet, l'article L.98-III et IV de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, aujourd'hui codifié à l'article L. 1311-13 du code général des collectivités territoriales, octroie le pouvoir propre, notamment aux maires, de recevoir et d'authentifier en vue de leur publication au bureau des hypothèques, les actes concernant les droits réels immobiliers et les baux passés en la forme administrative, soit des attributions « d'ordre notarial ».

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole une première série de biens :

- Les équipements sportifs suivants :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Piscine de la Pompignane (Jean Taris)	CS 203	2835 m²	Acte du 30/04/1976 de l'office HLM de Montpellier		BAT 1391	1 170 693.82 €
Piscine Maurin (Jean Vivès)	ER 451 ER 452	5443 m² 65 m²	Acte du 30/09/1976 de la SCI résidence « Les Pins »	Servitude de construction + puisage	BAT 1390	986 986.73 €
Palais de sport René Bougnol	AZ 32 AZ 31p	25 208 m² 11 897 m² (p)	Acte du 14/06/1965 de la SCI et agricole du Mas de Cazeu		BAT 1385	6 355 181.75 €

- Les équipements culturels suivants :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Les Ursulines	HP 127	7 182 m²	Acte du 26/01/1990 de l'Etat		BAT 2002	15 557 244.72 €
Opéra Comédie	HT 122	2 980 m²	Expropriations multiples de 1883		BAT 2003	21 062 681.84 €
Bibliothèque centrale Emile Zola	HI 407 Lot 50	15 700 m² SHON	Acte du 09/12/1996 de la SERM		BAT41268	41 262 841.75 €
Médiathèque Federico Garcia - Lorca	DP 139 DP 140	6 428 m² 47 m²	Acte du 05/02/1985 d'ASF et du 22/05/2002 de France Télécom		BAT 42140	3 818 910 €
Médiathèque Jean-Jacques Rousseau	LZ 54 LZ 198	6 358 m² 1 599 m²	Actes des 16 et 21/12/1992 et 30/05/1996 de la SERM		BAT616	3 264 943.37 €
Musée Fabre	HO 118, HO 119 HN 13	4 542 m², 2 833 m² 385 m²	Actes des 27/09/1846, 28/05/1982 de Harricane, 04/04/2002 de Calfond et legs du 16/10/1969 de Mme Sabatier	Conditions du legs	BAT42125	9 683 837.06 €
Planétarium Galilée	SK 128	1005 m²	Acte du 08/09/2000 de la SERM	servitude passage	BAT42137	6 088 856.91 €
Domaine Bonnier de la Mosson	LN 11, LN 12, LN 13, LN 14, LN 16, LN 17, LN 18, LN 19, LN 20, LN 22, LN 23, LN 24, LN 25, LN 26, LN 27, LN 30, LN 32, LN 33, LN 38, LN 39, LN 42, LN 43, LN 44, LN 45, LN 46, LN 47, LN 48, LN 49, LN121 LN123	176 199 m²	Actes des 06/07/1967 des héritiers Ferte-Baudoin, 28/06/1982 et 15 et 27/11/1990 des consorts Ferte-Tourrette, 08/12/1982 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel, 02/01/1984 de M. Cairel, 02/10/1991 de Bruni, 02/10/1991 de Bompard, 28/04/1992 de Gerbou, 122/07/1992 de la SARL Rodriguez, 01/12/1998 de Laussel, 07/04/1999 de Tourrette et 21/02/2000 de Roudergues		BAT537	4 403 738.13 €

Concernant ces équipements issus des anciennes mises à disposition au profit de Montpellier Agglomération, l'inventaire comptable des deux collectivités a été arrêté au titre de la balance comptable 2007. Le montant de l'inventaire, rappelé ci-dessus correspondant à la valeur nette comptable des biens, est inchangé (compte 2423).

- Equipement au titre de la cohésion sociale :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Aire d'accueil des gens du voyage	PM 40, PM 42, PM 48 PN 112	11 926 m², 6 895 m², 4 416 m² 15 597 m²	Acte du 25/09/1992 de Massebiau, 13/06/1995 et 15/06/1995 de l'OPHLM de l'Hérault		TER 802 TER 806 TER 808 TER 809 TER 810	1 991 700.01 €

Concernant ce dernier bien, issu des nouvelles compétences exercées par Montpellier Méditerranée Métropole, la reprise du coût historique du bien à l'inventaire comptable de la Ville (compte 2118).

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif et seront précisées ou divisées par géomètre-expert le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les biens cadastrés énumérés ci-dessus ;
- de procéder à la rédaction des actes administratifs de vente formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la commune et la métropole ;
- de dire, qu'en cas de nécessité et par extraordinaire, du fait d'un obstacle imprévu d'ordre juridique ou de publication au service de la publicité foncière ultérieur, il sera fait appel aux services d'un office notarial ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 Juillet 2016